

CIBLE

Rigueur ?

Naguère, la droite accusait la gauche de vider les caisses. Ce sont maintenant les conservateurs qui dilapident les deniers publics. Comme il se doit dans les bonnes familles, ces prodigalités sont masquées par des artifices comptables.

Ainsi, le budget pour 1995 serait celui de la « rigueur », mais la réduction prévue du déficit a été obtenue par de grossières manipulations : on a transféré 20 milliards de dépenses sur des budgets annexes et, au mépris des règles, on a affecté au budget général les recettes des privatisations : une fois encore, on vend les immeubles pour régler les fins de mois. Le déficit de 275 milliards est donc un chiffre « politique » qui ne saurait faire oublier la croissance inquiétante de la dette publique - plus de 3 000 milliards de francs.

C'est dire que M. Balladur viole allégrement les principes libéraux, sans que le déficit budgétaire soit efficacement utilisé pour le soutien de la consommation. A tous égards, l'incapacité gouvernementale coûte cher à la nation.

Polémique

Mitterrand devant l'Histoire

Ousse-des-Bois

La révolte des exclus

p. 3

Entretien

La révolution qui vient

p. 6/7

Dois-je vous remercier de l'envoi du numéro 626 de *Royaliste* ? Mon petit livre sur Céline a suscité pas mal de bêtises. La « critique » de Limousi est peut-être la plus cocasse. Si Robert Laffont faisait de la publicité pour ses auteurs, ce qu'il ne fait pas, je demanderais qu'on l'utilise : « *Ne lisez que l'auteur* ». En effet quoi dire d'autre, sinon que le dit Destouches n'avait pas d'idées.

Pour ceux qui ne veulent lire que Céline, vous pourriez annoncer la parution de ses lettres à *Je suis partout* (39-44), (Berg Int. P.U.F.) : du pur lyrisme. L'art pour l'art, intemporel.

Je travaille, bousculé par l'éditeur, à une autre biographie. Ma chance est que celui-là, n'a rien écrit !

Cordialement à vous.

Philippe ALMÉRAS

Économie

Depuis longtemps, je voulais vous remercier du superbe et profond compte-rendu publié dans *Royaliste* (« Les pièges de l'austérité » - *Royaliste* n° 624). Cela confirme, s'il en était nécessaire, le courage, l'ouverture, la lucidité de votre publication. Tout ce que j'avais écrit à l'époque pourrait bien sur être étendu à la politique de Balladur. Balladur n'est même pas Guizot qui, après tout, eut une politique plus audacieuse que l'actuel régime. Ce qui est navrant est que Balladur pourrait bien être Président... L'état désolant de la société, l'état navrant de l'économie, la nature profondément déflationniste de la politique (derrière les oripeaux d'une démagogie choquante) soulève trois questions :

- 1) l'absence totale d'esprit social et humain de la classe dirigeante ;
- 2) son indifférence à l'égard de la croissance, sinon son aversion à l'égard de toute expansion du revenu national ;
- 3) le niveau de contrôle de l'opinion ou des moyens d'expression de cette opinion.

Ce point trois renvoie aux travaux du plus brillant des politologues américains, Thomas Ferguson (U. du Massachusetts, Boston, Harbour-Campus). Ferguson a démontré que par exemple les politiques de Reagan ont toujours été impopulaires mais quand tous les partis et tous les médias sont en accord sur la priorité aux coupures sociales, etc, ce que pense ou ne

C'est vous qui le dites...

pense pas l'opinion n'a plus aucune importance. Il a fait une étude scientifique des sondages depuis 1975 : jamais les sondages n'ont permis à l'opinion de s'exprimer vraiment :

- soit qu'on ne pose aucune question (sur les taux d'intérêt...) ;

- soit qu'on créait la réponse : « *préférez-vous le maintien des salaires ou la création d'emplois ?* ». On préjuge la réponse en faisant paraître comme évidence que la coupure des salaires créait des emplois.

Il est clair que les résultats de Ferguson s'appliqueraient à merveille ici. Il a aussi très bien expliqué le virage à droite du Parti Démocrate par sa théorie de l'investissement politique. La politique est une activité qui exige des investissements croissants car son coût augmente de plus en plus. Du coup, partis et politiciens, de plus en plus sous contrainte de prendre comme cible privilégiée, les investisseurs potentiels, soit les milieux d'affaires. Notamment, le contrôle des médias exige des sommes telles que les milieux d'affaires peuvent imposer leurs vues. On peut alors se demander quelle catégorie d'investisseurs investira dans Clinton plutôt que Bush.

Je travaille à l'extension à la France de cette théorie pour expliquer les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. C'est en vue d'une Conférence organisée à Rome en octobre sur les transformations de l'économie mondiale et leurs conséquences.

Encore merci et bravo.

Alain PARGUEZ

Misc en congé

C'est avec beaucoup d'hésitation et infiniment de regrets que je me suis résolu à vous écrire la présente. En dépit de mes convictions demeurent intactes, je dois m'avouer découragé par l'inexistence politique de la Famille de France, qui, à part la princesse Chantal, brille par son absence sur tous les terrains où elle aurait le devoir de s'affirmer. Certes, il y a le Principe... mais le Principe a besoin de s'incarner. A défaut de charisme, au moins une volonté, voire une simple bonne volonté. Même pas. Défaut de volonté, défaut de foi,

défaut de capacité ? Dans tous les milieux que je fréquente, j'apparais comme plus royaliste que le roi et c'est d'ailleurs bien ainsi que je me ressens. Je considère donc comme logique et honnête de me mettre en réserve du mouvement en attendant que le comte de Clermont ou le prince Jean se décident enfin à militer.

Je reste bien entendu un fidèle abonné à *Royaliste* (fidèle et propagandiste). Ce n'est pas une démission, c'est une mise en congé. Temporaire, espérons le.

P.-J. D. (Alpes-Maritimes).

Élections européennes

J'ai lu avec intérêt le courrier des lecteurs du n° 624. Si la réaction de S.T., objet de conscience, est un peu excessive (d'autant que la N.A.R. a demandé la suppression du service national obligatoire), je partage ses sentiments sur le fond. Les positions sur la Défense issues du congrès me semblent - par exemple le « tout-nucléaire » - militaristes. Les positions du P.C.F., que l'on ne peut soupçonner, surtout à l'heure actuelle, de vouloir brader l'indépendance nationale, sont à titre de comparaison bien plus progressistes et même réalistes. Nous dépensons mal et trop pour nos armées.

Tout comme P.H. de Metz, la position de la N.A.R. pour les européennes m'a étonné car « l'abstention, hélas... » a obéré, dans la presse, le : « *par vote blanc ou nul* ». Il m'aurait surtout semblé logique d'appeler à voter Würtz ou Chevènement. Dans ma déception, un peu de réconfort : constater que c'est entre ces deux listes que B. Renouvin a hésité. Puis renoncé, pour des raisons qui méritent plus de développements. Il eût été amusant que les deux mouvements royalistes N.A.R. et A.F. donnent la même consigne de vote, en faveur de l'ultra-républicain Chevènement !

La liste et (surtout) le comité de soutien de « L'Autre Politique » étaient magnifiques. Enfin le rassemblement des sensibilités politiques nationales dans ce qu'elles ont de meilleur ! Ce que la N.A.R. appelle

de ses vœux depuis longtemps ! Je me console difficilement de constater que dans ce comité de soutien il manquait un nom, un seul peut-être, pour qu'il soit parfait : celui de Bertrand Renouvin.

J.-M. D. (Loire-Atlantique).

J'ai craqué...

Oui, j'ai craqué. J'ai acheté un numéro de *Royaliste*. Personne n'est parfait. On m'avait mis en garde ; je cite : « *Renouvin un royaliste recyclo en bourgeois socialiste... Le journal parle de l'idée royale d'accord... Mais bon un royalisme démocratique, parlementaire, copie du modèle anglais. Une pauvre monarchie constitutionnelle... Rien ne changera... La N.A.R., ça existe encore ce machin !... leurs réunions, 4 personnes un record !... Bof, rien de folichon...* » Critiques quand tu nous tiens.

J'ai préféré me faire une opinion moi-même (contre vents et ragots). La lecture de votre journal n'est pas déplaisante. L'anti-conformisme est toujours rassurant en ces temps monotones (très, très monotones).

Je m'intéresse à toutes les formes de royalismes. Je suis plutôt national-royaliste, de tradition maurassienne (plus passionnellement que rationnellement). Et là, je crois, un désaccord va nous séparer : pour moi, la démocratie (au niveau politique) n'est pas de tradition française. Je conçois très bien le modèle démocratique appliqué à un certain nombre de pays (les États-Unis, par exemple) mais à l'opposé d'autres (par leurs cultures, leurs histoires, leurs civilisations) ne peuvent adopter ce modèle. L'absolutisme doit être associé à notre pays, symbiose vitale à la régénération de nos valeurs et de notre place dans ce bas monde. Par contre une démocratie (que certains appellent « organique ») peut être développée à certains niveaux (profession, région, protection...). Bon, là, j'imagine que vous me voyez comme un royaliste intégriste arriéré, et, vous avez bien raison !

L'essentiel est de parler du roi et là je suis acquis à votre cause... Surtout à la veille d'une échéance présidentielle qui présente encore un cru d'exception : Balladur ! Chirac ! Delors ! Le Pen !... et avec un peu de chance le débonnaire Nanard !

Merci de l'effort que vous faites et bonne chance à ce journal qui mérite une place plus importante dans nos kiosques.

T. B. (Saône-et-Loire)

Ousse des Bois

La révolte des exclus

A Pau, deux ans après l'assassinat (1) d'un jeune d'Ousse-des-Bois, ce quartier populaire « défavorisé », un autre meurtre est commis contre un jeune maghrébin. Chagrin, colère, souvenir. Et toujours l'exclusion.

Dans la nuit du 8 septembre dernier, un petit groupe de jeunes entoure une camionnette : une vitre est brisée. Le propriétaire du véhicule, un militaire à la retraite tire. Read Azzouz est tué. Après l'été médiatique de Charles Pasqua, le sentiment qui prévaut ici est que la chasse à l'arabe est ouverte, que ce n'est plus tolérable, que les actions comme la marche silencieuse de janvier 1992 ne suffisent plus. Il y a eu alors des promesses, le sentiment d'être écouté, puis plus rien sinon l'absence et le durcissement de la crise pour ces habitants issus de plus de 25 nationalités, européennes, africaines ou asiatiques.

Le lendemain, dans la nuit du vendredi, c'est l'explosion : des voitures sont brûlées dans le quartier, des délégations improvisées sont

reçues de-ci de-là. Le Préfet refuse à temps de recevoir plusieurs jeunes, dont certains cagoulés ! Faire respecter l'État de droit, dialoguer, c'est la politique à suivre.

Le samedi, vers 12 heures, André Labarrère, député-maire de Pau, rend visite au quartier et informe Jean-Jacques Boissierolle, président de la Maison des Jeunes et de la Culture d'Ousse-des-Bois, qu'il rencontrera les habitants dans la salle de spectacle de la M.J.C. La situation lui est décrite : le retour à l'ordre ne pourra qu'être le résultat de propositions concrètes. L'exigence de Justice ne résume pas ce qui s'est passé la veille. Le sentiment dominant est que la population n'a pas été respectée il y a deux ans. C'est tout le problème de l'exclusion raciale et sociale qui est posé.

Hélas ! Le maire annonce, certes, que le caractère volontaire de l'homicide est reconnu, mais il ne peut formuler les propositions concrètes attendues. Dans la nuit qui suit, c'est la colère, l'explosion, forte, avec des jeunes de



7 à 13 ans, des adolescents et de jeunes adultes. Il s'agit d'une émeute, d'une révolte où l'on retrouve, certes, des délinquants, mais aussi des jeunes connus, jusque-là sérieux et responsables. Les C.R.S. chargent ; des arrestations ont lieu.

Le lendemain, une délégation représentative est constituée pour rencontrer le Préfet. Radio Pau d'Ousse et la M.J.C. avec son directeur, Fouad Ait Belm'Kdem, sont auprès de la population du quartier, choquée par les événements de la nuit. Les parents se mobilisent avec les responsables associatifs. Les réunions

se succèdent à la M.J.C. et à la Préfecture.

Des engagements réciproques sont pris avec le Préfet : aucun incident dans la nuit de dimanche pour lui permettre de lever le bouclage du quartier et d'obtenir la libération des jeunes le lundi matin. Les pères passent la nuit dehors avec les professionnels, adhérents et élus de la M.J.C. et des diverses associations du quartier. Pas un jeune de moins de 15 ans dehors. Un calme fragile est maintenu, les meneurs contenus : les parents et les responsables du quartier sont garants de la parole du Préfet. Le maire, quant à lui, visite un quartier voisin qui a souffert des exactions. Des paroles malheureuses sont prononcées. On évoque la possibilité d'ériger un mur entre les deux quartiers ; on affirme « *des milliards ont été mis dans ce quartier et ils cassent tout... je suis sûr qu'il va y avoir encore des émeutes ce soir* ». Plus tard le lundi : « *Je sais qu'il y a le F.I.S., là bas, même si d'autres affirment le contraire* ».

Le Préfet prend les choses en main. L'État et la Justice font heureusement preuve de responsabilité et prennent conscience de la gravité de la situation et des réels enjeux. Un jugement d'apaisement est prononcé le lundi soir : 4 mois de prison avec sursis et 200 heures de travaux d'intérêt général pour les deux jeunes majeurs, les mineurs ayant été relâchés dès 14 heures. Tous respirent et se mobilisent. Le lundi soir sera calme. Le mardi, deux représentants de deux ministères rencontreront les jeunes, s'interrogeront sur ces milliards dépensés dans ce quartier, écouteront, feront un diagnostic.

Mais attention, il faudra désormais des réponses concrètes et l'on ne pourra se contenter d'endormir les bonnes volontés. D'ailleurs le message est compris. Plusieurs jeunes de plus de 18 ans, français, l'expriment : il faut s'inscrire sur les listes électorales et voter !

Roger TARBES

(1) voir *Royaliste* n° 572 du 27/1/92.

royaliste
LE MENUEUR DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : C'est vous qui le dites... p.3 : La révolte des exclus - p.4 : La vide incertain - Valeurs en baisse - p.5 : Dallas à Miami - p.6/7 : La révolution qui vient - p.8 : Adieu Edouard - Xénophobie d'Etat - p.9 : Un passé qui ne passe pas - p.10 : Un dandy absolu - Au temps des sultans - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : La java des hypocrites.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris

Téléphone : (1) 42.97.42.57
Télécopie : (1) 42.98.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. part. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (100 F) ☐ six mois (185 F) ☐ un an (270 F) ☐ soutien (500 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Le vide incertain

Tel le poste, Edouard Balladur demande au temps de suspendre son vol. Mais les hommes, et l'histoire, ont parfois des impatiences redoutables.

Tandis que les seconds rôles se déclarent (Jean-Marie Le Pen) ou se poussent du col (Philippe de Villiers, Bernard Tapie), les acteurs principaux n'en finissent pas de différer le moment de leur entrée en scène.

Il est normal que Jacques Delors retarde sa décision, puisque ses fonctions à Bruxelles le retiennent jusqu'à la fin de l'année. Mais Jacques Chirac frôle le ridicule en se déclarant « candidat au débat » alors qu'il ne songe qu'à la grande échéance. Et M. Balladur est parfaitement hypocrite lorsqu'il se réfugie derrière sa fonction, en faisant mine de ne pas voir que ses hommes-liges sont depuis beau temps en campagne...

Ces jeux tactiques feraient sourire s'ils ne mettaient pas en question la démocratie. Chacun comprend que MM. Chirac et Balladur n'aient pas intérêt à en découdre trop rapidement, et que leurs troupes repoussent autant que possible l'épreuve. Mais l'absence de décision des chefs de la majorité les conduit à s'en remettre aux sondages, sans que les militants et les électeurs aient eu à

se prononcer - dans un congrès statutaire pour les uns, lors du premier tour de l'élection présidentielle pour les autres, puisque ce premier tour constitue la seule « primaire » démocratique possible entre les candidats du même camp.

Laisser les instituts de sondage arbitrer signifie au contraire que les électeurs sont appelés à entériner un choix préalable effectué selon des procédés qui ne sont ni démocratiquement validés ni scientifiquement contrôlables. De surcroît, les amis de M. Balladur voudraient nous persuader que les indicateurs économiques permettent de désigner le candidat le mieux placé - ce qui est une autre manière d'évacuer les processus de la décision politique.

La vie politique ne s'en trouve pas neutralisée pour autant. Le large boulevard qui semble s'ouvrir devant le Premier ministre pourrait être envahi par des candidats de deuxième rang désireux de capter une part du capital électoral, et faire trébucher l'homme de Matignon. La logique judiciaire peut elle aussi troubler le jeu puisque de fermes soutiens du Premier ministre (Gérard Longuet et le Parti républicain) sont maintenant dans le collimateur du juge. Il ne suffit pas de maîtriser l'information télévisée pour figer le cours des événements.

Annette DELRANCK

Valeurs en baisse

Le gouvernement de M. Balladur affiche le louable souci de l'unité de la nation et de l'égalité des citoyens. Hélas, son action législative et sa gestion quotidienne conduisent à mettre en péril l'une et l'autre.

Première illustration des atteintes à ces valeurs : la réforme du code de la nationalité. Avant 1993, année de la réforme, les jeunes résidant en France et nés en France de deux parents étrangers nés à l'étranger devenaient automatiquement français.

Ces dispositions, découlant du droit du sol, permettaient déjà de répondre au souhait du gouvernement, à savoir, selon Mme Veil, « une acquisition simple, positive et dépourvue de toute contrainte de la nationalité française ».

Apparemment, aux yeux de l'équipe au pouvoir, cette procédure était trop complexe, pas assez intégratrice et trop difficile à supporter pour les intéressés. C'est pourquoi ces jeunes, contraints par la réforme de manifester leur volonté de devenir français entre 16 et 21 ans, seront désormais traités à part et devront courir d'une administration à l'autre alors que pour la quasi totalité ils n'ont aucune envie de refuser la nationalité française car leur passé et leur avenir, c'est la France. Tant pis pour ceux qui n'auront pas été informés ou qui omettront pour une raison ou une autre de se « vouloir » français. Ceux-là iront grossir les rangs des étrangers au statut provisoire, puis des

exclus et des expulsables, en attendant de s'enrôler dans les armées clandestines de tous les extrémismes. Heureux M. Pasqua qui sauve ainsi sa raison d'être et son fond de commerce ! Calculs sordides, dangereux et très peu « républicains ». Merci Mme Veil...



♦ François Bayrou rouvre la guerre du foulard...

Est-ce sous l'inspiration de ces pensées élevées que le Ministre de l'Éducation Nationale a rédigé sa fameuse circulaire sur les signes religieux à l'école ? On peut s'interroger tant les conséquences des mesures prises risquent de se retourner contre les intentions de leur auteur. Fallait-il en effet ranimer une polémique qui réjouit tous les intégrismes alors que l'apaisement et le compromis l'emportaient dans les rares endroits où avaient surgi des difficultés ? Car nul n'est dupe : c'est bien le foulard islamique qui est visé. Tant pis si cette fixation sur le foulard et son interdiction à l'école renforceront chez les jeunes musulmans la conviction que son port est le seul symbole fort de rattachement à leur religion. Tant pis, donc, si le foulard, signe de soumission de la femme, couvre à l'avenir de plus en plus de têtes. Laïcité mal placée, M. le Ministre. Beau travail, M. Bayrou...

François VERRAZZANE

Dallas à Miami

En décembre à Miami, au Sommet des Amériques, ou bien Haïti et Cuba seront devenus des « démocraties », ou bien Clinton risque sa place et sa tête.

La politique caribéenne de Clinton ne semble guère avoir de logique. Pourquoi Clinton a-t-il fait voter le 31 juillet par le Conseil de Sécurité la résolution 940 l'autorisant à intervenir à Haïti ? Pourquoi a-t-il besoin des Nations Unies dans son voisinage immédiat ? Nous qui sommes opposés à une action unilatérale des États-Unis, et avions plaidé qu'Haïti n'était pas Panama, nous pouvions être satisfaits même si nous ne sommes pas prêts à envoyer plus de cent hommes à la MINHUA. Échange de bons procédés après le soutien américain à notre résolution de juin sur le Rwanda.

Mais a-t-on bien mesuré où tout ceci nous entraîne ? Nos ambassadeurs respectifs à Port-au-Prince s'étaient affrontés en 1991 quand le nôtre avait personnellement sauvé la vie du prêtre-président lors du coup d'État. Nos deux gouvernements seraient aujourd'hui plutôt acquis à un compromis politique. La restauration d'Aristide préleverait plus ou moins à une forme de retraite pour ce dernier. Sinon pourquoi entériner au même moment l'élection frauduleuse à Saint-Domingue de Joaquim Balaguer installé par l'armée américaine en 1965 par Lyndon Johnson ?

Avec le problème cubain, Clinton joue sa présidence et

peut-être comme Kennedy sa vie. S'il réserve le même traitement aux réfugiés cubains qu'aux réfugiés d'Haïti, que signifie pour Cuba l'invasion d'Haïti ? Qu'on peut agir dans les Caraïbes indépendamment du problème cubain ? Mais comment envahir Haïti et laisser tranquille Cuba, quel Américain - sans même parler de ceux d'origine cubaine - pourrait le comprendre ? A moins que l'occupation de l'île voisine ne complète l'encerclement de Cuba : on vise Cedras et Castro chute ? Mais si le corps expéditionnaire américain s'embourrait à Haïti comme en Somalie, quel renfort pour Castro ! ? A l'inverse, Aristide restauré par Clinton ne faciliterait-il pas à Cuba une évolution en douceur par un compromis analogue à celui auquel le théologien de la libération se serait prêté ?

Et la France dans tout ceci ? Au temps de l'occupation américaine d'Haïti (qui dura jusqu'en 1934), Jacques Bainville se scandalisait que le commandant d'un de nos croiseurs en escale à Port-au-Prince, accompagné de notre représentant diplomatique, soit allé présenter ses hommages au chef de l'intervention américaine : « démarche inutile, blessante pour les Haïtiens, humiliante pour nous ». En 1994, nous en sommes à quémander un strapontin à l'Association des États de la

Caraïbe (AEC) dont la convention vient d'être signée à Carthagène en Colombie. Mme Michaud-Chevry a signé pour la France en sa double qualité de membre du gouvernement et de présidente de la région Antilles-Guyane avec un partage subtil de compétences entre l'État et la région dans un environnement international. Mais nous ne siégeons pas au sommet des Chefs d'État et de gouvernement de l'organisation. Parce que « l'essentiel » de nos « intérêts » se situent hors de la Caraïbe.

Mesurons-nous pourtant la place des Antilles dans les problèmes d'Haïti et de Cuba ? Les chantres de la négritude (Césaire) ne sont certes pas à confondre avec ceux du « noirisme » (Duvaliéristes) mais Antillais et Haïtiens appartiennent ensemble au monde créole, et parlant français, que les Américains ne parlent pas.

Enfin, avisons-nous que si dans les milieux journalistiques américains et aussi dans les couloirs de la Banque Mondiale, on vante le « colonialisme doux » (1) dont nos départements - les plus riches territoires caraïbes - seraient les fleurons, ne serait-ce pas pour justifier le prochain retour des plus anciennement décolonisés (Haïti et Saint-Domingue), les plus pauvres aujourd'hui, à des formes de néo-colonialisme ?

Yves LA MARCK

(1) « The case for kind colonialism », Newsweek, 18 juillet 1994.

♦ RUSSIE : La grande-duchesse Maria Vladimirovna de Russie, Chef de la Maison Impériale, vient d'accompagner son fils, le grand-duc Gueorgui, à l'École des cadets de la Marine « Amiral Nakhimov » de Saint-Petersbourg.

♦ GRANDE-BRETAGNE : Dans un rapport publié dans la presse britannique, la commission des comptes de la Chambre des Communes a demandé à la reine de faire toute la transparence sur ses dépenses, s'interrogeant sur les vingt millions de livres que coûte chaque année la monarchie. En ligne de mire, les « largesses » octroyées par la reine à ceux qu'elle loge gracieusement dans quelque 285 maisons ou appartements de la Couronne. Buckingham Palace a décidé, ce qui est assez inhabituel, de réagir par d'éventuelles poursuites en justice à ces allégations qualifiées de mensongères. « Il semble que l'on n'ait plus aucun respect de la vérité. Nous avons une grande institution, la monarchie. Pourquoi raconter des mensonges à son sujet ? » s'est indigné un porte-parole de la Maison royale. La polémique porte notamment sur les bénéfices réalisés par la boutique de souvenirs du palais royal et dont la presse prétend que seulement la moitié aurait été versée à la restauration de Windsor. Le palais répond que l'autre partie a servi à payer le personnel et le réapprovisionnement de la boutique.

♦ NÉPAL : Le roi Birendra et la reine Aishwarya ont effectué du 20 au 23 septembre une visite d'État en France à l'invitation du président de la République, lequel avait été reçu à Katmandou en 1983. Le roi, devenu monarque constitutionnel à la suite de la révolution démocratique de 1990, est venu demander à Paris un soutien financier pour son pays qui reste l'un des plus pauvres du monde.

♦ JAPON : L'empereur Akihito et l'impératrice Michiko ont reçu trois journalistes français au palais impérial de Tokyo à la veille de leur arrivée à Paris le 3 octobre, et ce sont déclarés enchantés de visiter Paris, Toulouse et Albi. A Toulouse, les souverains nippons se rendront sur les installations aéronautiques où sont assemblés les Airbus, et à Albi, ils visiteront le musée Toulouse-Lautrec. Ensuite, le couple impérial quittera la France pour effectuer une visite d'État en Espagne.

♦ ITALIE : La restauration des tombes au Panthéon royal de Rome a redonné espoir aux monarchistes italiens. Ceux-ci souhaitent que le gouvernement autorise le rapatriement des restes mortuaires des derniers rois d'Italie et décide l'abrogation de la loi d'exil qui pèse encore sur la Maison de Savoie.

♦ BELGIQUE : Le roi Albert II et la reine Paola ont effectué du 19 au 22 septembre leur troisième visite d'État en se rendant à Madrid chez le roi Juan Carlos et la reine Sophie d'Espagne. Construction européenne et lutte contre le terrorisme étaient à l'ordre du jour des discours royaux. Le roi des Belges, du haut des Cortès espagnoles, a lancé un vibrant plaidoyer à l'union européenne, rejetant « les réflexes nationalistes dont l'histoire nous a enseigné les tristes conséquences ».

**Vous aimez
Royaliste ?**

**Faites le connaître
autour de vous !**

Derniers jours
avant la
révolution.
Tel est le titre
du nouvel

essai de Bertrand
Renouvin qui paraîtra le
12 octobre prochain aux
éditions Lattés.
L'auteur évoque ici les
principaux foyers de crise,
et pose les jalons d'une
révolution effectivement
libératrice.

La révolution qui vient

● Sylvie Fernoy : Le titre de ton dernier livre est frappant, mais de quelle révolution s'agit-il ? D'un royaliste, on attend qu'il parle des derniers beaux jours avant la Révolution de 1789...

Bertrand Renouvin : Il est peu question dans ce livre de la Révolution française et je me méfie trop des comparaisons historiques pour tenter un parallèle entre l'Ancien Régime finissant et l'époque que nous sommes en train de vivre. Loin des grandes fresques, j'ai voulu rappeler que l'Europe était à nouveau entrée dans une période de bouleversements profonds, et dire que la France n'échapperait pas à ce mouvement d'ensemble - malgré ses tentatives réactionnaires et son raidissement conservateur.

● Sylvie Fernoy : Proclamer que nous vivons les « derniers jours » avant la révolution, c'est prendre un sacré risque - surtout si Édouard Balladur est élu.

B.R. : Je ne me suis pas placé dans la perspective de l'élection présidentielle, et le triomphe du conservatisme en mai 1995 ne démentirait pas nécessairement ma prédiction. Bien sûr, ces « derniers jours » sont une figure de style, et je n'annonce pas la révolution pour après-demain matin. Il est possible d'anticiper en politique, mais pas au point de fixer les dates !

D'ailleurs, il ne faut pas penser la révolution qui vient selon les images héroïques de la prise de la Bastille ou du Palais d'Hiver, des combats de rues et des barricades. La plupart des révolutions qui se sont déroulées à l'Est à partir de 1989 ont été peu violentes (surtout au regard des violences subies par les populations vivant en régime soviétique) et les transformations profondes qui ont lieu ou qui auront lieu à l'Ouest ne se produiront sans doute pas selon les schémas insurrectionnels du passé.

● Sylvie Fernoy : A te lire, on s'aperçoit très vite que tu souhaites cette révolution, dont tu dis qu'elle sera libératrice. C'est ajouter aux paradoxes qu'on nous reproche une provocation qui risque de ne pas être comprise.

B.R. : Tu remarqueras que ces fameux « paradoxes » deviennent en quelques années des évidences. On s'étonnait il y a dix ans que nous puissions nous déclarer royalistes et démocrates : c'est maintenant une position qui va de soi. Certains sont encore surpris que les royalistes que nous sommes se déclarent rigoureusement républicains. Cela va sans dire lorsqu'on définit la République comme État de droit, comme gouvernement légitime : Blandine Kriegel nous a donné sur ce point tous les éclairages philosophiques et politiques nécessaires.

Rassure-toi : on trouvera

bientôt normal que des royalistes se passionnent pour le mouvement de l'histoire, pour les mutations politiques, pour les bouleversements sociaux : la monarchie capétienne a présidé ces changements, a favorisé certaines de ses dynamiques, a orienté l'histoire, jusqu'au moment où elle a par trop hésité entre l'ancienne société d'ordres et nouveau monde qu'elle avait d'ailleurs engendré. Et puis, dois-je rappeler que nous sommes les enfants de Mai 1968 et que j'ai plaidé en 1981 pour une « révolution tranquille » ? Ne nous laissons pas impressionner par les étiquetages dans lesquels les médias se complaisent : les citoyens que nous sommes doivent se soucier des transformations qui s'opèrent, et de celles qui sont à mettre en oeuvre.

● Sylvie Fernoy : Selon quels critères ?

B.R. : Toujours les mêmes depuis le commencement de notre civilisation : la justice et la liberté, la justice comme moyen de la liberté. Ce qui suppose certaines conditions institutionnelles - à demi-réalisées par la 5^e République - et une transformation radicale des structures économiques et sociales. C'est indiquer les enjeux de la révolution qui vient. Il ne s'agit plus de « prendre le pouvoir » pour le changer de fond en comble : la révolution gaullienne a été accomplie entre 1958 et 1962 et il faut préserver ses

acquis. Mais nous subissons par la faute de l'idéologie du marché (le « libéralisme économique ») une effrayante régression économique et sociale dont les conséquences ne sont plus à décrire : le chômage frappe ou menace presque tous les citoyens, la misère est présente à tous les coins de rue. Insolence de l'argent, exploitation du plus grand nombre, tels sont les effets du capitalisme sauvage que les socialistes ont favorisé.

● Sylvie Fernoy : Serais-tu devenu marxiste ?

B.R. : Cette accusation bouffonne a été répandue par des dirigeants patronaux dont j'ai

pu mesurer récemment l'inculture et la bêtise. Il est vrai que Marx revient ces temps-ci sur la scène intellectuelle, mais je continue de me situer en dehors de sa problématique - tout simplement parce que je défends le principe de l'autonomie possible et nécessaire du pouvoir politique. Je montre dans mon livre que la révolution doit avoir pour premier souci de défendre et de renforcer l'État de droit, le sens de l'État, la démocratie représentative, afin de redonner vie à la citoyenneté, afin d'éviter les dérives dictatoriales ou totalitaires qui peuvent pervertir tout mouvement révolutionnaire. Je fais sur

tous ces points des propositions précises que nos lecteurs connaissent déjà puisqu'elles s'inspirent précisément des résolutions de nos congrès.

● Sylvie Fernoy : Tu parles d'une situation révolutionnaire : est-elle seulement due aux effets de la gestion libérale ?

B.R. : Que la situation soit révolutionnaire, beaucoup en conviennent y compris en très haut lieu. Mais on confond souvent la révolution et les mouvements de révolte qui éclatent dans certains quartiers ou qui jettent dans la rue tel ou tel groupe social. Ce sont là des symptômes de crises majeures que j'examine de près : crise de la représentation politique, souvent décrite ; crise de la décision politique, dont les milieux dirigeants sont conscients mais qu'ils sont incapables de résoudre ; agonie du milieu dirigeant, encore mal perçue et sur laquelle j'insiste. On commence à s'apercevoir que la caste dirigeante industrielle et financière est corrompue et corrompte ; on ne mesure pas à quel point elle est séparée de la société, à quel point elle ignore les conditions d'existence des citoyens ordinaires, à quel point elle est contestée et détestée par les « soutiers » de la société industrielle, par les diverses catégories de serveurs qu'elle emploie et qu'elle exploite - qui savent tout de leurs maîtres (leur fausse compé-

tence, leur inculture, leurs filouteries) et qui supportent de plus en plus mal leur arrogance.

Dans tous les domaines - celui de la politique, de la gestion économique, de la morale - le milieu dirigeant est en train de perdre sa légitimité, son autorité, son crédit. Et le fait que les voies de la promotion sociale se ferment les unes après les autres rend la situation explosive : un peuple confronté au chômage, à la précarité, à l'exclusion, ne supportera pas indéfiniment les discours sur la régulation par le marché, ni les appels à l'effort et au sacrifice lancés par des universitaires et par de hauts fonctionnaires dont le confort ne sera jamais menacé, ou par des patrons qui gagnent entre 1 et 10 millions de francs par an.

● Sylvie Fernoy : Dans ton livre, tu évoques bien rapidement les socialistes.

B.R. : Beaucoup de dirigeants socialistes adhèrent à l'idéologie économique dominante et se confondent avec ces « bourgeois du crépuscule » que j'évoque dans un chapitre ; d'autres se complaisent dans les règlements de comptes et se partagent les dernières dépouilles. J'ai voulu dans ce livre évoquer le présent et l'avenir, dont ils sont aujourd'hui exclus. Les critiques vives et parfois virulentes que nous leur avons adressées au cours des deux septennats de François Mitterrand étaient malheureusement justifiées... Il m'a paru inutile de tirer sur l'ambulance rose, mais je me penche sur le cas de Bernard Tapie et je montre en quoi il est proche de Jean-Marie Le Pen. Les deux phénomènes sont le produit de la crise des élites, et représentent une même négation du politique en tant que tel. C'est dire à quel point les deux courants sont dangereux.

● Sylvie Fernoy : Plus généralement, tu dénonces la « haine du politique ». Qu'est-ce que cela signifie ?

B.R. : Contrairement à ce qu'on dit depuis la déroute du marxisme, notre époque n'est pas celle de la fin des idéologies. Au contraire, nous avons vu se développer depuis une dizaine d'années quatre idéo-

logies fortes et terriblement attrayantes qui récusent ou qui pervertissent le souci politique : les idéologies du Marché, de la Nature, de l'Ethnie et de la Communication ont en commun cette subversion du Politique et entretiennent en elles des relations que je m'efforce d'établir. Chacune à sa manière, ces idéologies nient la temporalité historique, la rationalité, les médiations sociales, et l'universel. C'est dire combien nous sommes fondés, comme royalistes et comme promoteurs du civisme *res-publicain*, à combattre à la fois le libéralisme économique, le national-populisme, l'écologisme des Verts et le discours sur la Communication. En Italie, l'alliance des néo-facistes et des régionalistes sous l'égide du grand communicateur Berlusconi montre l'actualité de cette menace subversive.

● Sylvie Fernoy : Les questions qui concernent directement le royalisme sont elles évoquées dans cet essai ?

B.R. : Oui. Comme complément à certains chapitres et sous une forme aussi concise que possible, je reviens sur la définition de la République, sur la question de l'identité nationale, sur les bons et les mauvais côtés de la monarchie élective. J'évoque aussi notre campagne prémonitoire contre Philippe de Villiers, et je tords le cou à la légende du « royalisme de gauche ».

● Sylvie Fernoy : Mais ce royalisme, le nôtre, est ou se veut révolutionnaire...

B.R. : Il est révolutionnaire aux deux sens du terme : retour sur le passé pour en retenir ce qui demeure vivant, mais aussi projet de transformation radicale de notre système économique et de notre société. J'ajoute que ce projet est tout le contraire d'une destruction : il s'agit de sauver le politique - pour garantir la justice et la liberté - et par conséquent de s'opposer aux entreprises de subversion que je viens d'évoquer. Dans cette oeuvre de résistance et de révolution, beaucoup de citoyens qui n'adhèrent pas à notre projet institutionnel peuvent se retrouver et s'associer pour agir.



Adieu Édouard

Il faut un culot d'acier pour donner congé à un Premier ministre qui se situe au plus haut dans les sondages. Titus a osé.

Titus, c'est le chien d'Édouard. Un animal qui a tout vu, tout entendu, et qui s'est décidé à écrire sur son maître pour ce qu'il n'est pas : une bravade pimentée d'invectives, une charge où les coups porteraient bas.

L'ouvrage de Titus s'inscrit au contraire dans la grande tradition polémique - celle d'un Bernanos discrètement présent - qui réunit dans un même mouvement les qualités du style et celles de la réflexion. Sous le pseudonyme, se cache en effet un véritable écrivain qui a trop de sens politique pour accepter que la patrie, l'économie nationale et l'État soient livrés à un illusionniste.

Sans haine, mais non sans colère, Titus montre l'incohérence de la politique économique balladurienne, arrache le faux-nez libéral de l'ancien commis de Jacques Chirac, dénonce le tour de passe-passe des accords du GATT, rappelle que la politique sociale de Matignon s'inscrit dans le cycle de la provocation et de la capitulation, souligne les

fautes magistrales commises par le Premier ministre à l'étranger - en Arabie Saoudite puis en Chine. Il reste que le Diafoirus de Matignon est un anesthésiste hors pair, et que l'éminentissime éminence a révélé depuis un an ses talents de tueur - avec une préférence pour le coup de

lame dans le dos... Bien malin qui trouvera dans quel camp se range Titus : trop bon économiste pour appartenir à la droite chiraquienne, trop fin politique pour procéder de la gauche socialiste, trop allègre pour figurer parmi le personnel déçu ou congédié par *Sua*

Beatitudine, l'auteur échappe aux classifications habituelles et nous apparaît d'autant plus familier. Et s'il a choisi de rester dans l'ombre, celle-ci est moins mystérieuse que le sort du chien dont il a emprunté le nom : certains assurent que le vrai Titus est mort, d'autres vont jusqu'à prétendre que la pauvre bête se serait suicidée d'une balle dans le coeur. Un chien qui se suicide ? C'est moins étrange qu'un Balladur à Matignon.

Jacques BLANGY

Titus « Adieu Édouard » - Éd. Austral - prix franco : 103 F.

Xénophobie d'État

On peut avoir été un jeune résistant gaulliste et finir dans la peau d'un réactionnaire des années trente. Ainsi Charles Pasqua.

Il faut en finir avec l'image d'Épinal d'un Pasqua - mauvaise tête et bon coeur, républicain intègre et vigilant gardien de la sécurité du pays. Cet homme est dangereux - dangereux pour la République (au sens de l'État de droit), pour la démocratie (quant à l'exercice des libertés publiques), pour le renom de la France à l'étranger (notre terre d'asile devient une prison-forteresse) et pour nos plus vieilles traditions historico-politiques.

Comme le discours sécuritaire occupe les écrans, comme la politique antimusulmane ne suscite que de faibles protestations, comme l'opposition socialiste marine dans la guimauve et pue la mauvaise conscience, nous étouffons.

D'où le sentiment de libération que fait naître le récent livre de Sami Naïr. C'est petit, à peine plus de cent pages, mais très dense. L'argumentation est simple, mais elle procède de la rigueur intellectuelle d'un fort savant universitaire. C'est une critique, non un règlement de comptes, et c'est une belle leçon de politique.

Le lecteur de cette lettre ouverte (1) y trouvera en effet une remarquable analyse des lois sur l'immigration et de la réforme du droit d'asile, dont l'auteur montre à quel point elles sont contraires aux traditions et aux principes de notre nation. De surcroît, la xénophobie d'État est remplacée



♦ Sami Naïr

dans une perspective historique qui souligne l'étroite parenté entre l'actuelle législation et les mesures xénophobes prises dans les années trente - celles-là même qui préparèrent les Français à accepter les lois de Vichy. Sami Naïr conclut son livre en reprenant la question des flux migratoires et en proposant une politique de développement qui, loin des vœux pieux, devra rompre avec les méthodes imposées par le FMI. Sans complaisance pour la gauche, l'auteur ne pleurniche pas sur les méfaits de la droite. Il dénonce et propose. On attend la réponse du premier flic de France.

Yves LANDEVENNEC

(1) Sami Naïr « Lettre à Charles Pasqua de la part de ceux qui ne sont pas bien nés » - Seuil, 1994 - prix franco : 97 F.

Un passé qui ne passe pas

Eric Conan et Henry Roussio auraient voulu choisir la meilleure opportunité pour faire paraître leur livre (1) qu'ils n'auraient pas fait mieux que le hasard. Car toute l'énorme effervescence sur la jeunesse de François Mitterrand née d'un autre ouvrage - celui de Pierre Péan (2) - trouve dans leur analyse toute son explication assortie d'un jugement critique bien précieux. D'ailleurs, le cas du président de la République est déjà explicitement exposé dans un de leurs chapitres, sans doute moins fouillé que la somme de Péan mais suffisamment informé pour qu'on se fasse une idée juste du problème posé : « Le général de Gaulle avait offert à la France un « honneur inventé ». Le président Mitterrand se débat dans les dilemmes ressuscités de cette époque. Qui aura été le plus proche de la vérité du passé ? ». C'est en quelques mots résumer le fond de la querelle.

Faut-il rappeler que pour Charles de Gaulle Vichy était nul et non avenu ? Moins on en parlerait mieux cela vaudrait. S'il n'avait tenu qu'à lui le maréchal Pétain aurait trouvé refuge en Suisse et n'aurait jamais été jugé. Son souci ne consistait nullement à engager le pays dans une interminable épuration, encore moins une épuration de la mémoire. Sa hantise consistait après avoir remis la France en guerre de la faire asseoir à la table des vainqueurs. Ainsi elle retrouverait son rang et sa mission dans le monde. Pour cela il fallait donner tout le crédit possible à son mythe, celui d'un pays tout entier associé dès le départ à son oeuvre de résistance. Cela supposait une certaine censure de la mémoire et même l'oubli de toutes les vilenies et les noirceurs des années d'occupation. La France était belle, grande et généreuse et les actions héroïques des meilleurs de ses fils compensaient largement la part d'ombre que lui valait l'égarement de certains.

Dans un récent éditorial, Jean Daniel citait un mot magnifique du général à propos du film « Le chagrin et la pitié ». A Jean-Jacques de Bresson venu lui expliquer qu'il s'agissait de rappeler aux Français « des vérités » sur leur attitude pendant l'occupation, de Gaulle rétorqua : « Des vérités ! Vous croyez que j'aurais fait contre les Anglais et les Américains un gouvernement provisoire avec des vérités ? On fait l'Histoire avec une ambition, pas avec des vérités. De toute manière, je veux donner aux Français des rêves qui les élèvent, plutôt que des vérités qui les abaissent ». Inutile de préciser que toutes les controverses actuelles et l'interminable face-à-face de la mémoire et de la conscience lui auraient été insupportables. Contre ce piètement à reculons, il n'aurait eu de cesse que de proposer aux Français une nouvelle grande querelle. De Gaulle n'appartiendrait-il au passé que pour avoir cru que l'histoire restait ouverte ?

Justement, la France en mouvement de de Gaulle s'est trouvée rattrapée par la France de la mémoire. Une mémoire qui ne pourra jamais solder ses comptes, car les brûlures du passé paraissent aux nouvelles générations - contrairement aux précédentes - ne pouvoir jamais être effacées. N'a-t-on pas inventé l'imprescriptibilité de certaines fautes à propos de la dernière guerre, prenant à contre-pied une des plus solides règles du droit ancien ? N'a-t-on pas eu de cesse que cette imprescriptibilité s'applique à des Français pour

qu'ainsi la France soit à jamais liée elle aussi à l'innommable ? Pour avoir adhéré à ce principe qu'explique l'imprévisibilité absolue du génocide - ce dont m'avait convaincu André Frossard - je n'ai nul désir de m'opposer à cette justice. Cependant avec Roussio et Conan, je suis aussi d'avis qu'à un certain moment le culte de la mémoire peut engendrer des effets pathologiques, d'abord en violentant la vérité des événements et des hommes - on s'en aperçoit aujourd'hui - et puis en créant un climat psychologique délétère. Nos deux auteurs adhèrent tout à fait à la conclusion cruelle que Paul Thibaud tire d'un certain état d'esprit - en partie fabriqué par ceux qui manipulent la candeur des jeunes : « Je crois qu'on cultive en fait une nouvelle forme d'apathie. Celle d'une génération qui ayant endossé comme des habits avantageux l'antimazzisme et l'anticommunisme, se trouve titulaire « d'une bonne conscience morale à laquelle ne correspond aucun but » (Maurice Agulhon), qu'elle ne sait pas employer autrement qu'à l'épuration du passé de ses géniteurs ».

Sans doute, faut-il être juste à l'égard d'un Serge Klarsfeld et de tous ceux qui n'ont pas voulu se résigner à faire l'impasse sur les 80 000 Juifs livrés en France aux exterminateurs. Il a fallu du temps pour que cette réalité insupportable remonte à la surface. Elle ne comptait pas au nombre des coordonnées essentielles de l'épuration d'après-guerre, ce qui explique qu'un René Bousquet ait pu alors s'en tirer à si bon compte (indépendamment de la filière « républicaine » qui n'avait pas voulu abandonner les siens fourvoyés du côté de Laval). La thérapeutique gaullienne a ses limites car les vérités trop refoulées finissent par réapparaître et peser au point de devenir obsessionnelles. Depuis une vingtaine d'années nous vivons comme jamais le syndrome de Vichy et les choses ont pris dans les médias une telle tournure que c'est une vraie névrose. Avec le recul du temps, l'idéologie française de Bernard-Henri Lévy ne subsistera plus que comme un livre symptôme. N'empêche que pour beaucoup il aura constitué durant quinze ans comme un point de repère absolu.

Eric Conan et Henry Roussio ne craignent pas pour leur part - et pourtant ils sont spécialistes de cette époque - d'en appeler à une émancipation de cette mémoire, non pour oublier mais pour dépasser. Car cette période est révolue. Les générations futures « ne parleront pas de Munich ou de Vichy. Mais de Kigali et de Sarajevo ». Il est plus facile de faire aujourd'hui le procès du président Mitterrand que de bâtir le présent. Les procureurs impitoyables qui reprochent à « Morland » de s'être engagé si tard à leur gré ont-ils des états de service comparables pour le prendre de si haut ? Comme si les Résistants de la première heure avaient été légion ! Doit-on comprendre, ce qu'à Dieu ne plaise, que si des événements analogues se reproduisaient, ce serait une France unanime qui se dresserait ? Pitoyable illusion. Le procès fait à des hommes qui certes eurent leurs faiblesses, leurs incertitudes mais surent risquer leur vie à un moment donné apparaît bien léger de la part de ceux qui n'ont pas été embarqués dans la tragédie. Sans doute, répondra-t-on, mais est-ce une raison pour remettre en cause la condamnation de Vichy et rendre en partie acceptable le régime et ses oeuvres ? Comme si le discernement historique n'était pas possible et s'il fallait interdire aux hommes qui les ont vécus les contradictions d'alors ? Après le retour du refoulé lors des années soixante-dix serons-nous capables d'échapper à la névrose pour enfin rebondir, le passé n'étant plus un poids mais un tremplin ?

Eric Conan et Henry Roussio « Vichy, un passé qui ne passe pas » - Éd. Fayard - Prix franco : 148 F.
Pierre Péan « Une jeunesse française - François Mitterrand 1934-1947 » - Éd. Fayard - Prix franco : 170 F.

Un dandy absolu

Barbey d'Aureville demeure un auteur peu ou mal connu. L'homme reste mystérieux, bien que de nombreuses biographies lui aient été consacrées. Arnould de Liedekerke a donc fait le choix de ne pas présenter une nouvelle biographie à proprement parler, mais bien plus de tenter de définir ce qui fut un des éléments essentiels de la vie du romancier. Et il lui a semblé que ce pouvait être le dandysme, auquel l'auteur du Chevalier des Touches restera fidèle toute sa vie, malgré les railleries.

Retraçant dans le détail ce qui fut le dandysme, ses origines, ses divisions, son évolution - on notera au passage son influence sur nombre de mouvements dits contestataires du XX^e siècle -, il nous est montré qu'un Barbey d'Aureville romantique, réactionnaire, catholique et royaliste, qui plus est noble mais sans fortune, coléreux et passionné, marginal pour tout dire, ne pouvait qu'être dandy.

Entre Brummel et Byron d'un côté, Proust et Bourget de l'autre, Barbey d'Aureville demeure le passage obligé pour qui veut comprendre l'évolution du dandysme et de la littérature française.

Marc DESAUBLIAUX

Arnould de Liedekerke « Talon rouge, Barbey d'Aureville, le dandy absolu » - La Table ronde, 1993 (Coll. Le Petit Vermillon) - prix franco : 63 F.

Abonnez vos amis !

Trois mois d'essai = 25 F

Au temps des sultans

Walter Harris, correspondant du *Times* et honorable correspondant de Sa Gracieuse Majesté, a vécu au Maroc plusieurs dizaines d'années à la charnière des XIX^e et XX^e siècles. En 1927, il a eu la bonne idée de rédiger ses souvenirs et un éditeur français a été bien inspiré en les republiant (1).

Outre de nombreuses péripéties - l'auteur a notamment été pris en otage - parfois tragiques, assez souvent

comiques, Walter Harris nous apporte un témoignage riche d'enseignements sur un Maroc qui était resté jusqu'alors fermé à l'Europe. D'abord, le pouvoir était très mal assuré et disputé par de nombreux chefs de tribus ou de clans. Le Sultan s'apparentait plutôt à un roi de Bourges. La transmission héréditaire du pouvoir n'était pas forcément la règle, comme en témoigne l'éviction du sultan Abdelaziz

par son frère Hafid en 1908. Ensuite, les caisses de l'État étaient vides et les puissances étrangères n'avaient de cesse de favoriser un endettement, gage de leur puissance à venir et qui conduira à l'établissement du protectorat. Enfin, le pays était peu sûr, la population misérable, la corruption, la cruauté et les exactions étaient permanentes. On ne compte pas les mains, les oreilles et les têtes coupées !

On ne pourra donc que savourer l'hommage que rend le

britannique Walter Harris à la France qui apportera stabilité, ordre et progrès à une population qui n'en espérait pas tant. L'ouvrage permet également

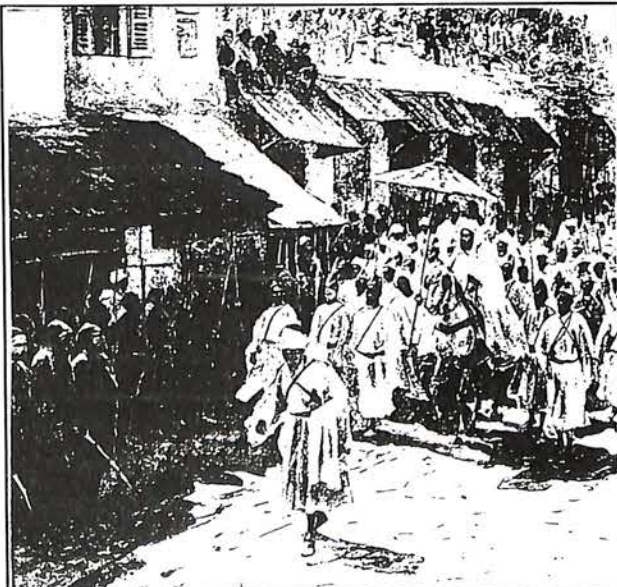
s'identifier avec la domesticité, même si, pour les femmes asservies, le service diurne du maître se prolongeait, la nuit, par son plaisir. Avec érudition, l'universitaire marocain présente les différentes facettes de cette triste pratique : sa place dans la société (on estime entre 1 et 10 % le nombre d'esclaves dans la population), la vie quotidienne des esclaves, le commerce des êtres humains et l'affranchissement, qui se révélait parfois désastreux car il ne mettait pas fin à la dépendance économique des affranchis, le passage de certains Marocains de la liberté à la servitude en raison de leur appauvrissement extrême.

Les esclaves provenaient presque exclusivement d'Afrique noire, d'où l'assimilation de leur état et de la couleur de leur peau, et c'est la prise de Tombouctou par les Français qui, en coupant la

principale voie d'approvisionnement, mettra fin à la pratique, mieux que ne l'aurait fait une loi qui, note Mohamed Ennaji, aurait pu dresser les élites marocaines contre le protectorat naissant.

Christian MORY

(1) Walter Harris « Le Maroc au temps des sultans » - Balland (Coll. Le Nadir) - Prix franco : 108 F.
(2) *Le Monde* (8/7/94) signale que la diffusion de l'ouvrage vient d'être interdite au Maroc.
(3) Mohamed Ennaji « Soldats, domestiques et concubines - L'esclavage au Maroc au XIX^e siècle » - Balland (Coll. Le Nadir)



Serrons les coudes...

Dans notre dernier numéro nous avons annoncé les mesures sévères d'économie que nous étions contraints de prendre pour assurer la vie de notre journal : petite diminution de notre format et arrêt de la vente en kiosques.

En effet, malgré la fidélité de ses abonnés, malgré le bénévolat de tous ses rédacteurs, notre journal subit durement les conséquences de la baisse des revenus et ne bénéficie d'aucune recette publicitaire : sans la réduction massive des coûts à laquelle nous avons procédé, *Royaliste* aurait disparu cet automne après vingt-trois années d'existence.

Les mesures prises nous permettront d'assurer l'équilibre financier du journal. Mais, comme il n'est plus en vente dans les kiosques, il nous faut intensifier les campagnes de promotion pour assurer son développement. Pour cela nous avons impérativement besoin de l'aide de tous ceux de nos lecteurs qui ne sont pas indifférents à notre démarche, même s'ils ne partagent pas entièrement nos convictions.

Comment nous manifester votre sympathie active ?

- en payant votre abonnement par virement automatique. Nous avons mis au point cette nouvelle formule qui, d'une part, nous assure des rentrées financières plus régulières et, d'autre part, comme les prélèvements mensuels sont minimes, vous permet de les « arrondir » un peu en notre faveur. Un compte spécial a été ouvert pour ces virements. Un simple coup de téléphone de votre part nous permettra de vous envoyer l'imprimé à remplir.

- en nous envoyant des noms et adresses de personnes susceptibles d'être intéressées par *Royaliste*. Nous leur servirons alors un abonnement d'essai de trois mois. Un tel abonnement nous coûte environ 25 F. Nous souhaiterions bien évidemment que vous contribuiez à régler cette dépense, mais si cela ne vous est pas possible n'hésitez quand même pas à nous envoyer noms et adresses.

- en participant à la souscription que nous lançons ce mois-ci et qui a un double but : 1) nous sortir du « rouge » sur le plan financier (la fabrication du journal, avant que nous ne prenions les mesures d'économie, a entraîné un important déficit qu'il nous faut combler) - 2) dégager un budget nouveau pour nous permettre d'assurer les campagnes promotionnelles indispensables.

Nous remercions au passage ceux et celles (liste ci-dessous) qui n'ont pas attendu nos appels à l'aide pour nous envoyer spontanément cet été leur obole, ainsi que tous ceux qui à la lecture de notre dernier numéro ont tenu à nous téléphoner pour nous assurer que nous pouvions compter sur leur aide. Ces témoignages sont pour nous précieux et gages d'avenir.

Yvan AUMONT
Directeur général

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :
« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Liste de souscripteurs

René-Charles Antier 50 F - Mme Auboyneau 200 F - A.B. (Loire Atlantique) 30 F - P.B. (Limoges) 30 F - Sylvain Bianchi 100 F - Claude Canque 90 F - Robert Chateigner 30 F - Sébastien Chauvel le Borgne 30 F - Philippe Clavel 120 F - Marc Desaubliaux 100 F - Roger Doin 218 F - M.D.(Paris) 30 F - S.E. (Perpignan) 50 F - Philippe Ethuin 80 F - Philippe Feron 200 F - Armelle Fincato 60 F - A.G. (Yvelines) 30 F - Matthieu Gerain 150 F - François Gerotto 300 F - Pierre Goubert 500 F - Isabelle Minoret 100 F - Mme Marie Huckendubler 230 F - A.K. (Reims) 15 F - Guillaume Kopp 30 F - Nicolas Lucas 50 F - Paul Marchal 100 F - Georges Mazella 500 F - Alain Mercier 200 F - A.M. (Paris) 150 F - Christian Mory 700 F - Bertrand Nicolas 10 F - Hugues Noël 75 F - Philippe Parisy 30 F - Olivier

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons sympathisants ou curieux dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un confrencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève à 22 h. Un dîner est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 25 F).

● Mercredi 5 octobre - Présentation du nouvel essai de Bertrand RENOUVIN : « Derniers jours avant la révolution ». La crise européenne, les crises françaises, les subversions qui nous menacent, les résistances nécessaires, les chemins d'une transformation radicale de nos conceptions économiques et de nos structures sociales : autant de sujets pour un vaste débat.

● Mercredi 12 octobre - Révolutionnaire des années soixante, architecte, animateur de l'équipe de *Banlieues 89*, Roland CASTRO reste fidèle à lui-même : avec son franc-parler, et de toute sa passion, il veut changer la ville pour changer la vie selon un projet manifestement politique. Habitué de nos *Mercredis*, Roland Castro nous dira ce qu'il construit et pourquoi il écrit - puisqu'il vient de publier « Civilisation urbaine ou barbarie ».

● Mercredi 19 octobre - Professeur de sciences politiques, écrivain, journaliste, Sami NAIR est récemment intervenu sur les sujets brûlants de l'actualité nationale et internationale : avant de dénoncer la xénophobie d'État dans une « lettre ouverte » à Charles Pasqua, il avait publié une très remarquable analyse de la situation algérienne. Nous lui avons demandé de nous expliquer le drame de l'Algérie - la violence quotidienne, les enjeux politiques, les implications internationales - qui ne saurait à aucun titre nous laisser indifférents.

Pfister 200 F - Jean Pidancet 15 F - M.P. (Paris) 300 F - Thierry Roudet Haquette 100 F - Jacques Roué-Deon 280 F - Alain Saint Paul 200 F - Un vieil anarcho-royaliste de Washington 250 F - Claude Teissier 30 F - Robert Terrier 30 F - Bruno Vermette 100 F - Marcel Veyrenc 30 F - François Viet 100 F -

Total de cette liste 6223 F

La java des hypocrites

La jeunesse de François Mitterrand nous touche de trop près pour que nous puissions prétendre à une entière sérénité, sans que nous soyons tentés par les récupérations faciles et par les justifications a posteriori : nous ne tirons aucune gloire du passé royaliste ou royalisant du président de la République, et ce n'est pas son avant-guerre qui nous a incités à soutenir par deux fois sa candidature. Cela précisé, l'excellente enquête de Pierre Péan ne révèle pas ce qu'on a dit mais plus qu'on ne croit.

Quant à cette « jeunesse française », le douloureux étonnement de certains dirigeants socialistes et l'indignation de certains journalistes n'est que pure hypocrisie : les articles évoquant les sympathies droitistes du jeune Mitterrand surabondent, la photographie où on le voit manifester au Quartier latin avait déjà été publiée par la revue *L'Histoire*, l'affaire de la Francisque a été régulièrement évoquée par l'extrême droite, et certains articles de la période vichyssoise avaient été publiés par la presse gaulliste. Des procureurs aveugles ne sauraient reprocher au prévenu d'impossibles dissimulations de preuves.

Mais Pierre Péan a eu l'immense mérite de reprendre toute l'histoire de cette jeunesse, de contrôler toutes les pièces déjà publiées, d'examiner les légendes et les rumeurs qui circulaient depuis la fin de la guerre. D'où les véritables révélations de ce livre qui, contrairement à l'opinion médiatique, dissipent un malentendu et font justice de graves calomnies.

Comme beaucoup d'autres, je croyais que François Mitterrand avait milité à l'Action française : Pierre Péan montre que la condamnation du mouvement maurassien par le Vatican faisait obstacle à un tel engagement. Comme beaucoup d'autres, je croyais que François Mitterrand avait appartenu à la Cagoule : Pierre Péan n'a pas trouvé trace d'une participation à ce complot. Comme beaucoup d'autres, je croyais que le fameux *Voyage en Thuringe*



était un texte d'inspiration collaborationniste : il ne révèle qu'une banale thématique réactionnaire. Somme toute, cette histoire est celle d'un jeune catholique de droite, d'un royaliste plus proche du comte de Paris que de l'Action française, qui a suivi l'évolution de beaucoup de jeunes catholiques et de jeunes royalistes de cette époque - depuis les ligues de droite jusqu'à la Résistance en passant par les ambiguïtés et les compromissions de Vichy. Certains ont réagi et agi dès juin 1940 (et parmi eux des royalistes) mais nul ne saurait jeter une ombre sur des Résistants plus tardifs - surtout pas les censeurs qui

n'ont connu d'autre guerre que celle des courants socialistes.

Cependant, les explications données par le président de la République sont loin d'être entièrement satisfaisantes. Quant au royalisme initial, ses dénégations sont bien fragiles face au nombre et à la précision des témoignages publiés. Surtout, le président de la République ne peut sans mauvaise foi prétendre qu'il ignorait la législation antisémite de Vichy et, comme beaucoup, je tiens pour injustifiable l'amitié qu'il a conservée pour René Bousquet.

Il faut enfin brièvement souligner ce que confirme ou révèle le débat qui s'est déroulé sur la jeunesse du Président. Nous avons déjà mesuré l'inintelligence d'une grande partie de l'élite rose, et son goût de l'autodestruction. Nous avons déjà remarqué l'étrange acharnement de ces accusateurs publics qui demandent chaque année que la France et les Français demandent pardon pour les crimes de Vichy alors que Pétain et sa clique ont été jugés et condamnés par la justice française, par la justice rendue au nom du peuple français. Mais il faudra revenir sur l'étonnante confession du directeur du *Monde*, constatant que la presse (du moins la « grande ») s'est contentée de la biographie officielle de François Mitterrand.

On respecte les puissants, on s'acharne sur les affaiblis et les isolés, on manifeste bruyamment des audaces rétrospectives. C'est moche, abject parfois. Mais ceux qui redoutent la « banalisation » de Vichy peuvent immédiatement montrer leur détermination et leur courage. En France, aujourd'hui, on pratique la chasse au faciès, on légalise la xénophobie, on multiplie les gestes d'intolérance à l'égard des musulmans. Grandes consciences, hauts responsables, pour la défense des droits de l'homme, nous attendons votre renfort.

Bertrand RENOUVIN